

# Rapport d'Orientations Budgétaires 2026 (nov.2025)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

069-246900757-20251113

Présentés par C. Staron Vice-Présidente Finances

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 27/11/2025

Publication : 01/12/2025

CCVALLEEDUGARON.COM

## Préparation Budgétaire 2026: Le DOB et le ROB 2026



budget 2026 | CCVG | DOB/ROB (nov. 2025)



## 1-Contexte juridique

### Le Rapport d'orientations budgétaires 2026

Depuis la loi Notre, un rapport d'analyse ROB est obligatoire, en complément du débat d'orientation budgétaire et doit être réalisé dans les deux mois précédents le vote du budget primitif qui est prévu en décembre 2025.

Le CGCT impose la tenue d'un DOB pour les communes et intercommunalités avec une commune de plus de 3500 habitants.

Le DOB doit permettre à l'assemblée délibérante de discuter et de statuer des orientations budgétaires de la collectivité. Cela permet aussi d'informer sur l'évolution financière de notre collectivité en tenant compte des projets, des évolutions qui ont une influence sur les capacités de financement de la collectivité.

11



Ce débat d'orientation budgétaire 2026, sera le dernier de la mandature actuelle. Le mandat budgétaire et financier a été marqué par la mise en place d'un pacte fiscal et financier ambitieux en termes de programmes d'investissement, de reversements aux communes et d'équilibres financiers. (24,5 M€ de dotations aux fonctionnements versés aux communes sur la période 2020-2025 ; 45 M€ d'investissement ; 21M€ de stock de dette fin 2025). La dynamique fiscale est moindre qu'auparavant (2,56% / an en moyenne) et la capacité d'autofinancement, même si elle est restée au-dessus des objectifs du pacte, s'est contractée en fin de mandat.

## 2-Contexte financier et budgétaire

## Le Rapport d'orientations budgétaires 2026

Pas de projet de Loi de Finances de l'Etat pour 2026 à ce jour,

Une conjoncture économique morose en investissement des entreprises et consommation des ménages, dans un contexte de commerce mondial atone (droits de douanes),

Une conjoncture financière marquée par une forte incertitude des acteurs des marchés financiers, qui se traduit par la hausse des taux d'intérêts des emprunts aux collectivités locales.

Des taux d'intérêts des emprunts au niveau de 4%, avec une forte « volatilité » des marges bancaires présentées dans les cotations de taux d'intérêt.

On tient compte de la baisse de niveau des ressources budgétaires, avec une hausse des prélèvements et une baisse des remboursements (comme le dilico qui double, la suppression probable du FCTVA sur les dépenses d'entretien, le maintien de la contribut<sup>o</sup> redresst. Fin. pub., du FPIC, des diminutions probables de revsts. de CVAE et de l'ex.TH ponctionnées sur la TVA nationale,...»

Stagnation des produits fiscaux (pas d'inflation, pas de revalorisation)



12

- Le contexte budgétaire national de cette année reste incertain, en l'absence notamment de projet de loi de finances de l'Etat.
- Les ressources du budget de l'Etat dédiées aux Collectivités Territoriales vont certainement diminuer.
- La conjoncture économique et financière nationale reste peu favorable aux collectivités locales, avec une baisse de collecte de la TVA sur la consommation, une hausse des taux d'intérêts des emprunts (4%) et un poids de la fiscalité directe en baisse significative (35%) par rapport à l'ensemble du panier fiscal.

## 3-Bilan financier 2025 sur la fin d'exercice

## Le ROB 2026

### Les réalisations en investissement en 2025

En tenant compte des montants engagés et payés (mandatés), le réalisé sera de l'ordre de 14 à 15 M€.

#### Investissements - Année 2020 à 2024 - Dépenses Réalisées au 18/11

Année	BATIMENT	ECONOMIE	FINANCE	INFO	TERRITOIRE	VOIRIE	Total général
2020	550 616	969 410	665 392	33 111	113 082	2 284 840	4 616 450
2021	133 985	65 460	682 913	23 862	703 352	3 375 097	4 984 669
2022	235 825		710 353	70 406	353 399	2 770 183	4 140 166
2023	1 568 159		690 495	86 852	770 986	4 866 792	7 983 284
2024	1 325 252	509 600	532 515	20 636	2 051 532	4 169 467	8 609 001
<b>Total général</b>	<b>3 813 836</b>	<b>1 544 470</b>	<b>3 281 668</b>	<b>234 867</b>	<b>3 992 351</b>	<b>17 466 379</b>	<b>30 333 570</b>
2025	4 500 000				3 000 000	8 000 000	15 000 000



13

Sur le mandat, 1/3 des dépenses d'investissements sont concentrés sur l'année 2025 et si on prend l'année 24 + 25 on arrive à 55% !

- Du côté du budget d'investissement en dépenses, le montant des réalisations sera beaucoup plus fort qu'en 2024 (ex. 7M€ sur le prog voiries/voies douces), qui était déjà une année « record » (10M€ en 24).
- On va atteindre certainement les 8M€ sur le pôle voirie/voie douces, les 3 M€ sur le pôle territoire et les 4,5M€ sur le pôle bâtiments, rien qu'en 2025.

### 3-Bilan financier 2025 sur la fin d'exercice

### Le ROB 2026

#### Les faits marquants 2025

- Un montant d'investissement beaucoup plus fort qu'en 2024 (ex. 7M€ sur le prog voiries/voies douces), qui était déjà une année « record » (10M€ en 24).
  - Un besoin de financement des investissements qui en découle, en forte hausse également (aux alentours de 11M€)
  - Une chute de l'épargne de gestion du fait notamment de dépenses d'entretien voiries-voies douces en très forte hausse (2M€), d'une montée en charges des dépenses de personnel (année pleine) et de gestion (augmentation des charges).
  - Un autofinancement en baisse significative, en raison de l'épargne de gestion en baisse et des annuités d'emprunt en augmentation (6M€ d'emprunts en 2024 + 8M€ en 2025 + utilisation de la ligne de trésorerie).
  - Des montants de dépenses globalement à la hausse, dans toutes les compétences et sur les programmes AP/CP (Logts Gendarmerie, bâtiment agricole, éco quartier de Millery,...).
- ⇒ **La conséquence est un recours d'emprunts à 8M€ et un décalage de paiement des AC/DSC pour pouvoir**

**1. boucler le budget 2025, et**

**2. rembourser l'utilisation de la ligne de trésorerie en fin d'année.**



- En 2025, du côté du fonctionnement, on observe un autofinancement en baisse sensible, en raison essentiellement :

De l'épargne de gestion en baisse sous la contrainte de dépenses d'entretiens en hausse (>2M€ sur les voiries-bâtiments) et

Des annuités d'emprunt en augmentation, à la suite des emprunts récents (6M€ d'emprunts en 2024 + 8M€ en 2025 + utilisation de la ligne de trésorerie en 2025).

Même si du côté des recettes de fonctionnement la collecte est stable, l'accélération des dépenses crée des tensions dans la trésorerie de la CCVG en fin d'année budgétaire.

- On constate en 2025 des montants de dépenses globalement à la hausse et des recettes stables, ceci dans toutes les compétences.
- Par effet d'entraînement, les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux du pacte fiscal et financier seront modifiés, que ce soit au niveau de l'endettement, des reversements et de l'autofinancement.

## 4-Orientations budgétaires 2026

### La dette en 25/26



Un taux d'intérêt moyen qui augmente en raison des nouveaux emprunts contractés.

Une annuité qui reste au niveau des 1,5M€ sur le prochain mandat.

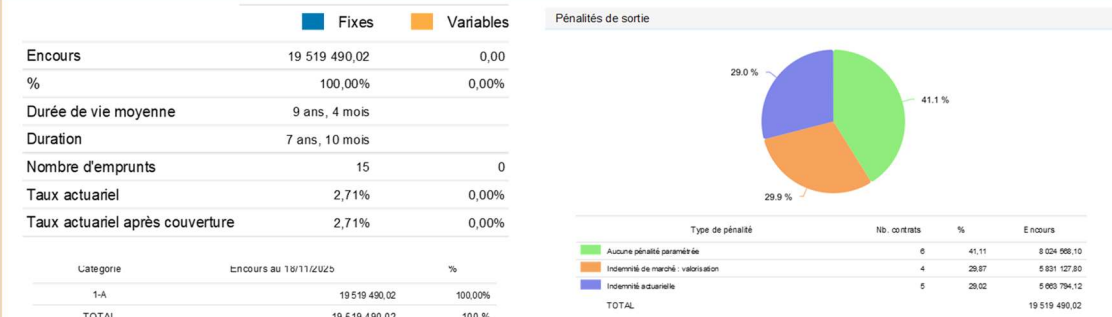


15

Dans le financement des investissements sur ce mandat, l'emprunt prend une place importante, surtout concernant les années 2024 et 2025. L'encours de dette au 31/12 de l'exercice dépassera légèrement les 20M€ inscrits dans l'objectif du pacte financier et fiscal.

## 4-Orientations budgétaires 2026

### La dette en 25/26



Une dette 100% à Taux fixe classée « 1-A » sur la charte Gisler (la moins risquée).

La contrepartie de la sécurité des taux fixes, ce sont des indemnités de réaménagements ou de remboursements anticipés, en cas d'opérations de gestion (moins souple)



16

L'encours de dette est complètement sécurisé, mais les contrats prévoient des indemnités en cas de réaménagement ou de remboursement anticipé. Certaines seront en notre faveur (primes), d'autres en coût (pénalités).

# 4-Orientations budgétaires 2026

Le ROB 2026

## Détail des équilibres financiers sur 2026 (prochain budget) Fonctionnement

EQUILIBRES FINANCIERS			EQUILIBRES FINANCIERS				
	2025	taux	2026		taux	2026	
	atterris sage au 7-11-25	d'évol. %		atterris sage au 7-11-25	d'évol. %		
<b>RECETTES COURANTES DE FONCT</b>	<b>27 365 000</b>	<b>0,1</b>	<b>27 380 750</b>	<b>DEPENSES DE GESTION et des MISSIONS (y c le FPIC)</b>	<b>24 190 159</b>	<b>-0,2</b>	<b>24 152 061</b>
dotation de fonctionnement				frais de personnel + élus			2 346 000
dt FCTVA	5 415 000	1,0	5 315 000	divers frais généraux (fournit, carbu, NRJ, maint, loc,...)		2,0	
dt DCRTP		0,0		pole entret. voiries urbaines - ZAE & voies douces			
fiscalité		0,0		pole dév économiques & vie entreprises (+ SPL)			
y. c. TEOM, mobilité, TS GEMAPI, dot° compensat° TVA,...	20 750 000	0,5%	20 853 750	pole social (POV-Accueil GV-Insert° par l'économique)			
pole territoire Environt., Agric., Moblté. (y.c. rvst VM)		0,0	0	pole territoire mission environnement & agriculture			
pole social participat GV + subventions CAF		1%		pole territoire mission PLH-SIG/ADT - Mobilité			
bât. produits d'exploit Pépinière (loyers & élec. Sola)	1 200 000	0,0		Pole batiments : Aires d'Accueil GV	5 300 000		5 080 000
pole bâtiments loyers centre aquatique		0,0		Pole batiments siège Sacuny et dom Rochilly			
pole ressources RH rec. divers (except, asse, rbst,...)		0,0		Pole batiments Centre Aquatique			
pole bâtiment loyers gendarmerie / BMO		0,0	1 212 000	Pole batiments Pépinière d'entreprises			
		0,0		Pole batiments Gendarmerie BMO			
		0,0		participation au SOL OTI SA GYRC SMAGA SPL			
taux de croissance de l'épargne de gestion (%)	-19%		1,7	Revers ement Attribution de compensation	8 140 159	1%	
taux de croissance des intérêts de la dette (%)	119%		107,8	Revers ement TEOM, TS Dpt, FPIC & autres revsts	3 750 000	0,0	16 750 061
épargne brute/recettes cour. de fonct (%)	10,5		9,6	Revers ement DSC	4 700 000	0,0	
ann. de rbst dette / rec. cour. de fonct (%)	4,3		6,4	1- EPARGNE GESTION	3 174 841	1,7	3 228 689
				intérêts de la dette et autres fs fi (solde)	290 000	107,8	602 628
				2- EPARGNE BRUTE	2 884 841	-9,0	2 626 061
				remboursement en capital (hors RA)	890 000	29,2	1 149 973
				3- EPARGNE DISPONIBLE	1 994 841	-26,0	1 476 088



17

Le budget 2026 en section de fonctionnement prévoit une stabilité des recettes et des dépenses de gestion (budget d'attente) en lien avec le PLF 2026 non définitif. Des ajustements seront à faire certainement avec le future Loi de Finances.

# 4-Orientations budgétaires 2026

Le ROB 2026

## Détail des équilibres financiers sur 2026 (prochain budget) investissement

EQUILIBRES FINANCIERS			EQUILIBRES FINANCIERS				
	2025	taux	2026		taux	2026	
	atterris sage au 7-11-25	d'évol. %		atterris sage au 7-11-25	d'évol. %		
<b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>14 400 000</b>		<b>8 770 000</b>	<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>3 750 000</b>	<b>1 859 240</b>	
pole moyens généraux bâtiments			70 000	tx elig. FCTVA (ttes opé. Sauf PLH et rétrocess.)	1 150 000	16,9% et 70%	982 240
opé spécifique & participations			1 000 000	tx sub. subventions (fonds de concours.)	1 850 000	10%	877 000
pole voirie (prog. Annuel) + voies douces			6 600 000	45 rec. diverses (rbst dép. sous conventions de MO)	750 000		0
pole bâtiment BMO-Gendarmerie			0	rec. exceptionnelle (ex cession & rév° de marché)	0		0
pole dév éco. Opérations d'aménagt éco & intervent°			40 000	<b>4- BESOIN DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS</b>	<b>10 650 000</b>	<b>-35,1</b>	<b>6 910 760</b>
Pole territoire mission PLH - Mobilité			670 000	3- EPARGNE DISPONIBLE	1 994 841	-26,0	1 476 088
Pole territoire Envnt / ENS / Agric			20 000	7 - EMPRUNT	8 000 000	-31,3	5 500 000
Pole batiments Centre Aquatique & sports			50 000	<b>5- VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT</b>	<b>-655 159</b>		<b>65 328</b>
Pole bâtiment parc CCVG, Agric & Tourisme			20 000	<b>6- FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL</b>	<b>1 107 309</b>		<b>65 328</b>
Pole bâtiment aire d'accueil des Gens du Voyage			20 000	<b>ENDETTEMENT</b>	<b>21 269 559</b>	<b>20,5</b>	<b>25 619 586</b>
Avecés dép. CCVG aux Communes Opé en MO Unique			0	épargne disponible/dép. d'invnt (%)	13,9		16,8
Pole voirie equalit° des Parcs d'Activités			250 000	emprunt (hors refit de dette)/dép. d'invnt (%)	55,6		62,7
Pole bâtiment Pépinière & aut. Bât. Éco			30 000	épargne disponible/rec. d'invnt (%)	-		-
				emprunt hors refinancement (€/hab+rs)	250		172
				endettement (€/hab+rs)	664		800
				endettement/recettes cour. de fonct (%)	77,7		93,6
				endettement/épargne brute (ans) solvabilité	7,4		9,8



18

Du côté des investissements, on prévoit en dépenses uniquement les projets en cours et les AP/CP prévus en 2026. Aucun nouveau projet n'est ajouté à ce budget primitif. Du côté des recettes, l'emprunt prévu à 5,5M€ sera ajusté en fonction des concours, des participations, des subventions à percevoir et du niveau d'autofinancement 2026 réel.

## 4-Orientations budgétaires 2026

## L'AC 2026

AC 2026	BRIGNAIS	CHAPONOST	MILLERY	MONTAGNY	VOURLES	Total
produit de TP transféré en 2 000	4 621 646	2 093 718	495 981	562 909	971 800	8 746 054
Reversements pour Transferts politique de la Ville	-1 102	0	0	0	0	-1 102
Retenues pour Transferts Gendarmerie	40 567	28 802	0	0	10 697	80 066
Retenues pour Transferts Terrain GV Sédentaires	19 289	0	0	0	0	19 289
Retenues pour refacturation ADS	7 305	0	17 730	612	14 271	39 918
Retenues pour refacturation AJ	11 636	11 636	9 025	6 415	9 025	47 737
Retenues pour refacturation MP	90 676	44 663	22 297	12 374	40 341	210 351
Retenues pour refacturation INFORMATIQUE	140 218	35 754	15 026	0	0	190 998
<b>COMPENSATION NETTE = AC</b>	<b>4 313 057</b>	<b>1 972 863</b>	<b>431 903</b>	<b>543 508</b>	<b>897 466</b>	<b>8 158 797</b>
Dont Retenues des Sves Communs Mutualisés	249 835	92 053	64 078	19 401	63 637	489 004
Ecart par Commune AC 2026 / 2025	2 900	6 338	-4 007	7 379	-10 206	4 403

Peu d'écart de montant entre 2025 et 2026



19

Sur les principales dépenses de fonctionnement, l'AC inscrite au pacte financier et fiscal sera du même ordre qu'en 2025.

## 4-Orientations budgétaires 2026

## La DSC 2026 à 4,73M€

	BRIGNAIS	CHAPONOST	MILLERY	MONTAGNY	VOURLES	TOTAL	
critère : Potentiel Financier	44,20%	753 220	584 970	323 898	226 608	188 703	2 077 400
		36,26%	28,16%	15,59%	10,91%	9,08%	100,00%
Critère revenu disponible par habitant	16,90%	349 126	204 657	89 621	85 881	65 015	794 300
		43,95%	25,77%	11,28%	10,81%	8,19%	100,00%
critère : Effort fiscal pondéré en %	38,90%	655 261	546 855	250 542	193 166	182 477	1 828 300
		35,84%	29,91%	13,70%	10,57%	9,98%	100,00%
Répartition 2026 entre Communes (avt garantie)		37,4%	28,4%	14,1%	10,8%	9,3%	100,0%
Montant DSC 2026	100,00%	1 757 607	1 336 482	664 061	505 655	436 196	4 700 000
Rappel DSC 2025 définitive		1 779 447	1 307 013	673 189	506 389	433 962	4 700 000
Ecart 2026 / 2025 avt garantie		-21 840	29 469	-9 128	-734	2 234	0
répartition 2025 entre les Communes (avt garantie)		37,40%	28,44%	14,13%	10,76%	9,28%	100,00%
Compensation pour garantie d'évolution	0,67%	21 840	0	9 128	734	0	31 703
DSC 2026 avec garantie d'évolut*		1 779 447	1 336 482	673 189	506 389	436 196	4 731 703
répartition 2026 après garantie d'évolution		37,6%	28,2%	14,2%	10,7%	9,2%	100,0%
Ecart 2026/2025		0	29 469	0	0	2 234	31 703
DSC + 2026	0,00%	0	0	0	0	0	0
clés de répartition de la DSC+		37,6%	28,2%	14,2%	10,7%	9,2%	100,0%
DSC 2026		1 779 447	1 336 482	673 189	506 389	436 196	4 731 703
Répartition 2026 entres communes (ap. garanties)		37,6%	28,2%	14,2%	10,7%	9,2%	100,0%
Rappel DSC 2025 définitive		1 779 447	1 307 013	673 189	506 389	433 962	4 700 000
Ecart 2026/2025		0	29 469	0	0	2 234	31 703

20

Concernant la DSC 2026, aucune Commune ne recevra moins que l'an dernier. Ce mécanisme de garantie affiche un montant total de 4,73M€. La répartition entre Communes restera quasi inchangée par rapport à 2025.

## 4-Orientations budgétaires 2026

## L'évolution des équilibres financiers sur 2026 (prochain budget)

SYNTHESE	2023	2024	2025	taux	2026	SYNTHESE	2023	2024	2025
Prospective CCVG DOB 2026	CA	CA	prévision atterrissage au 7-11-25	d'évol. %		Prospective CCVG DOB 2026	CA	CA	prévision atterrissage au 7-11-25
RECETTES COURANTES DE FONCT	25 927 512	26 986 544	27 365 000	0,1	27 380 750	taux de croissance de l'épargne de gestion (%)	2,5	32%	-19%
DEPENSES DE GESTION et des MISSIONS (y#)	22 948 228	23 046 362	24 190 159	-0,2	24 152 061	taux de croissance des intérêts de la dette (%)		4%	119%
<b>1- EPARGNE GESTION</b>	<b>2 979 285</b>	<b>3 940 180</b>	<b>3 174 841</b>	<b>1,7</b>	<b>3 228 689</b>	épargne brute/recettes cour. de fonct (%)	11,0	14,1	10,5
intérêts de la dette et autres fs fi (solde)	128 055	132 639	290 000	107,8	602 628	épargne disponible/dép. d'invnt (%)	29,7	30,7	13,9
<b>2- EPARGNE BRUTE</b>	<b>2 851 230</b>	<b>3 807 541</b>	<b>2 884 841</b>	<b>-9,0</b>	<b>2 626 061</b>	emprunt (hors refit de dette)/dép. d'invnt (%)	0,0	58,8	55,6
remboursement en capital (hors RA)	690 063	673 494	890 000	29,2	1 149 973	ann. de rbst dette /rec. cour. de fonct (%)	3,2	3,0	4,3
<b>3- EPARGNE DISPONIBLE</b>	<b>2 160 924</b>	<b>3 134 047</b>	<b>1 994 841</b>	<b>-26,0</b>	<b>1 476 088</b>	endettement/épargne brute (ans) solvabilité	3,1	3,7	7,4
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	7 281 728	10 197 263	14 400 000	-39,1	8 770 000	SYNTHESE	taux	2026	
RECETTES D'INVESTISSEMENT	1 355 715	2 161 826	3 750 000	-50,4	1 859 240	Prospective CCVG DOB 2026	d'évol. %		
<b>4- BESOIN DE FINANCEMENT DES INVESTISSE</b>	<b>5 926 014</b>	<b>8 035 437</b>	<b>10 650 000</b>	<b>-35,1</b>	<b>6 910 760</b>	taux de croissance de l'épargne de gestion (%)		1,7	
7- EMPRUNT	0	6 000 000	8 000 000	-31,3	5 500 000	taux de croissance des intérêts de la dette (%)		107,8	
<b>6- FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL</b>	<b>663 860</b>	<b>1 762 469</b>	<b>1 107 309</b>	<b>65 328</b>	<b>65 328</b>	épargne brute/recettes cour. de fonct (%)		9,6	
<b>ENDETTEMENT</b>	<b>8 835 498</b>	<b>14 159 559</b>	<b>21 269 559</b>	<b>20,5</b>	<b>25 619 586</b>	épargne disponible/dép. d'invnt (%)		16,8	
	réalisé	réalisé	prévis°	Solvabilité	9,8	emprunt (hors refit de dette)/dép. d'invnt (%)		62,7	
						ann. de rbst dette /rec. cour. de fonct (%)		6,4	
						endettement/épargne brute (ans) solvabilité		9,8	



L'analyse financière rétrospective met en avant des soldes de gestion robustes, avec un niveau d'autofinancement en baisse mais qui se maintient au niveau de l'épargne de gestion (solde primaire) à un montant important.

Les orientations budgétaires 2026, basée sur l'exercice 2025 et les discussions budgétaires au niveau du Parlement, permettent d'envisager les options suivantes :

Une baisse du FCTVA sur le poste entretien voirie (-100K€),

Une baisse du budget voirie entretien (-500K€) et une hausse des prélèvements sur recettes (+250K€ de dilico) en fonctionnement.

Une stabilité des dépenses de personnel,

Un maintien de l'AC, DSC et autres reversements TEOM, TS, Gemapi.

Un maintien des recettes fiscales (CFE, TFB), mais avec de grosses incertitudes sur les compensations de fiscalité (compensat° CVAE+TH),

Une annuité de dette de 1,8M€ (+1M€ / à 2023), qui fait chuter l'autofinancement prévisionnel à 1,5M€ (3,1M€ en 2024).

Un programme d'investissement, a minima, de 8,8M€, basé sur les opérations en cours (voiries, PLH, aménagt, économie,...).

Concernant la prospective financière sur le prochain mandat, elle met en avant des équilibres budgétaires solides et résilients.

Dans l'hypothèse où il n'y aurait pas de transferts de compétence supplémentaires et à masse salariale stable, indexée sur l'inflation.

En prenant un scénario de PPI de 40M€, on maintient un niveau d'autofinancement net conséquent chaque année.

L'endettement serait limité à +10M€, la pression fiscale inchangée et on maintiendrait des reversements aux communes élevés, notamment une DSC > 4,5M€.

### L'évolution des équilibres financiers sur le prochain mandat 26/31

SYNTHESE		2025	taux	2026	taux	2027	taux	2028	taux	2029	taux	2030	taux	2031
Prospective CCVG DOB 2026		atterrissage au 7-11-25	évol. %	évol. %	évol. %	évol. %	évol. %	évol. %	évol. %	évol. %	évol. %	évol. %	évol. %	évol. %
		montants en k€												
RECETTES COURANTES DE FONCT	#	27 365 000	0,1	27 380 750	2,8	28 138 290	0,6	28 299 883	0,6	28 462 551	0,6	28 626 304	0,6	28 791 148
DEPENSES DE GESTION et des MISSIONS (y#)	#	24 190 159	-0,2	24 152 061	0,6	24 301 657	0,6	24 454 211	0,6	24 609 783	0,6	24 768 433	0,7	24 930 222
<b>1- EPARGNE GESTION</b>	#	<b>3 174 841</b>	<b>1,7</b>	<b>3 228 689</b>	<b>18,8</b>	<b>3 836 633</b>	<b>0,2</b>	<b>3 845 672</b>	<b>0,2</b>	<b>3 852 769</b>	<b>0,1</b>	<b>3 857 871</b>	<b>0,1</b>	<b>3 860 926</b>
intérêts de la dette et autres fs fi (solde)	#	290 000	107,8	602 628	31,1	790 250	13,5	896 687	16,6	1 045 905	11,3	1 164 090	8,5	1 263 521
solde produits-autres charges financ.	#	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	
solde produits-charges exceptionnelles	#	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	
<b>2- EPARGNE BRUTE</b>	#	<b>2 884 841</b>	<b>-9,0</b>	<b>2 626 061</b>	<b>16,0</b>	<b>3 046 383</b>	<b>-3,2</b>	<b>2 948 985</b>	<b>-4,8</b>	<b>2 806 864</b>	<b>-4,0</b>	<b>2 693 781</b>	<b>-3,6</b>	<b>2 597 405</b>
remboursement en capital (hors RA)	#	890 000	29,2	1 149 973	14,2	1 312 772	9,5	1 437 500	12,7	1 619 873	10,8	1 794 893	2,3	1 836 132
<b>3- EPARGNE DISPONIBLE</b>	#	<b>1 994 841</b>	<b>-26,0</b>	<b>1 476 088</b>	<b>17,4</b>	<b>1 733 611</b>	<b>-12,8</b>	<b>1 511 485</b>	<b>-21,5</b>	<b>1 186 991</b>	<b>-24,3</b>	<b>898 888</b>	<b>-15,3</b>	<b>761 273</b>
#	#													
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	#	14 400 000	-39,1	8 770 000	-29,1	6 220 000	31,0	8 150 000	-18,4	6 650 000	-7,5	6 150 000	-40,3	3 670 000
RECETTES D'INVESTISSEMENT	#	3 750 000	-50,4	1 859 240	-29,1	1 318 640	31,0	1 727 800	-18,4	1 409 800	-7,5	1 303 800	-40,3	778 040
<b>4- BESOIN DE FINANCEMENT DES INVESTISSE</b>	#	<b>10 650 000</b>	<b>-35,1</b>	<b>6 910 760</b>	<b>-29,1</b>	<b>4 901 360</b>	<b>31,0</b>	<b>6 422 200</b>	<b>-18,4</b>	<b>5 240 200</b>	<b>-7,5</b>	<b>4 846 200</b>	<b>-40,3</b>	<b>2 891 960</b>
#	#													
7- EMPRUNT	#	8 000 000	-31,3	5 500 000	-36,4	3 500 000	34,3	4 700 000	-12,8	4 100 000	-7,3	3 800 000	-42,1	2 200 000
<b>5- VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT</b>	#	<b>-655 159</b>		<b>65 328</b>		<b>332 251</b>		<b>-210 715</b>		<b>46 791</b>		<b>-147 312</b>		<b>69 313</b>
<b>6- FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL</b>	#	<b>1 107 309</b>		<b>65 328</b>		<b>397 580</b>		<b>186 865</b>		<b>233 656</b>		<b>86 344</b>		<b>155 658</b>
#	#													
<b>ENDETTEMENT</b>	#	<b>21 269 559</b>	<b>20,5</b>	<b>25 619 586</b>	<b>8,5</b>	<b>27 806 814</b>	<b>11,7</b>	<b>31 069 314</b>	<b>8,0</b>	<b>33 549 441</b>	<b>6,0</b>	<b>35 554 549</b>	<b>1,0</b>	<b>35 918 417</b>
#	#													

22



La prospective financière du prochain mandat, basée sur l'exercice 2025 permet d'observer:

Un maintien, puis une hausse de l'épargne de gestion en 2027, basée sur une stabilité des dépenses de gestion et des versements et d'une fiscalité à adapter selon la conjoncture budgétaire et financière du moment.

D'autre part sur la constance des bases de la fiscalité & des dotations de fonctionnement ou de compensation perçues chaque année.

Une baisse de l'autofinancement progressive liée à l'endettement et aux annuités de remboursements des futurs emprunts,

Un PPI à 40M€ établit sur les besoins actuels.

Ce PPI serait composé entres-autres de programmes ambitieux :

Le PLH 3 pour 600K€ par an

Du bâtiment « tiers lieu économique » à Brignais, de la réhabilitation de la MJC à Chaponost, du Boulodrome à Montagny,...

De la voirie communautaire (3M€ par an)

D'aménagements fonciers économiques (Moninsable 2, Les 7 chemins, Proform,...)

Au final, pour financer ce PPI, la CCVG garderait des marges de manœuvres stratégiques pour pouvoir assurer les équilibres des budgets à venir s'il y'a lieu.

Comme par exemple une pression fiscale très basse (taxe foncière à 1,5%).

Un endettement peu élevé et une solvabilité (capacité de remboursement de la dette) rassurante.

Notons que notre part de charges fixes (salaires, frais de gestion,...) dans le budget total est faible également, pour pouvoir assurer un rééquilibrage ponctuel par la baisse des charges variables non obligatoires.

### Délibération

La Vice-Présidente de la Communauté de Communes Catherine Staron, a présenté les principales orientations qui vont présider à l'élaboration du budget 2026, présentées initialement aux Elus Communautaires de la Commission "Finances et stratégies financières" puis au Bureau Communautaire des mois de septembre et novembre 2025.

Il est proposé aux Conseillers Communautaires réunis le 25 novembre de :

- Prendre acte des orientations générales du budget 2026.